

***Impact de la Qualité d'Audit Externe sur la Pertinence des Bénéfices
Comptables: Cas des Entreprises Tunisiennes Cotées***

***Impact of external audit quality on the relevance of accounting profits:
Case of listed Tunisian companies***

Dr/ MABROUKI Kais

Enseignant chercheur à l'université de Sousse (IHEC)

Laboratoire Gouvernance Finance et comptabilité

(G.F.C), université de Sfax

Kaismabrouk9@gmail.com

Received date:20/11/2017 ***Revised Paper*** 25/12/2017 ***Accepted paper:***
28/12/2017 ***JEL: F2***

Abstract :

This article aims to examine the role of control exercised by the external audit quality on the reliability of financial statements in the listed Tunisian companies. More specifically, we will study the impact of the quality of the external auditor on the relevance of the accounting profits. To achieve this goal, we have studied, from 2006 to 2010, a sample of 21 Tunisian companies engaged in various sectors. Our results confirm the hypothesis according to which the auditors' belonging to a "BIG4" international network and their sectorial specialization improves the appropriateness of the accounting profits. The results also show the existence of a significant positive correlation between ownership concentration and the appropriateness of the accounting profits.

Mots Clés: *Qualité d'audit externe, Pertinence, Bénéfices Comptables, Bourse de Tunis.*

الملخص:

تهدف هذه المقالة إلى دراسة أهمية الدور الرقابي الذي تقوم به جودة التدقيق الخارجي على موثوقية البيانات المالية في الشركات التونسية المدرجة في البورصة. وبشكل أكثر تحديداً، فإننا ندرس تأثير جودة المدقق الخارجي على أهمية الأرباح المحاسبية. ولتحقيق هذا الهدف، درسنا من عينة تتكون من 21 شركة تونسية خلال الفترة الممتدة من عام 2006 إلى عام 2010 تعمل في مختلف القطاعات. وتؤكد النتائج المتحصل عليها بأن عضوية مراجعي الحسابات في شبكة دولية "BIG4" والتخصص القطاعي للمدققين يحسن من أهمية الأرباح المحاسبية. كما أظهرت النتائج وجود علاقة إيجابية بين تركيز الملكية وأهمية الأرباح المحاسبية.

الكلمات المفتاحية: جودة التدقيق الخارجي، الأهمية، الفوائد المحاسبية، بورصة تونس.

1- Introduction

Les recherches comptables sont importantes, car elles fournissent des résultats qui aident différents intervenants à prendre des décisions sur le plan économique (Boonlert-U-Thai, 2005). Plusieurs études s'intéressent à la qualité des états financiers et, plus précisément, à la qualité des bénéfices comptables. En effet, parmi toutes les informations comptables produites, le résultat occupe une position centrale et constitue une mesure synthétique du rendement de l'entreprise (Dechow, 1994; Dechow, Kathari et Watts, 1998). C'est ainsi que le résultat comptable a été largement considéré comme étant la première information fournie par les états financiers. Cet indicateur se situe au coeur des préoccupations majeures des différents partenaires de l'entreprise pour des raisons d'ordre contractuel et informationnel.

Afin d'assurer une bonne qualité de l'information financière en vue d'une efficience des ressources utilisées, les investisseurs ont recours à certains mécanismes de gouvernance pour harmoniser leurs intérêts à ceux des dirigeants. La qualité d'audit fait partie de ces mécanismes. Ainsi, En tant que mécanisme de gouvernance, l'audit externe a pour principal objectif de garantir la fiabilité des données comptables diffusées (O'Sullivan et Diacon, 1999; Yeoh et Jubb, 2001).

Il contribue par la même à atténuer l'asymétrie d'information sous-tendant la relation entre les gestionnaires et les actionnaires ou les tiers contractants. En garantissant l'image fidèle des informations financières communiquées, l'audit semble constituer un facteur clé permettant aux différents partenaires de prendre leurs décisions propres. Etant donné son importance pour la prise de décision, les différents utilisateurs des états financiers ont besoin d'être sécurisés quant à la qualité de cet audit.

Cependant, Les scandales financiers récents témoignent de différentes formes de problèmes d'imperfection des structures de gouvernance et ont mis en évidence le rôle des auditeurs. Ainsi, Labelle et Piot (2003) passent en revue les conséquences du scandale Enron sur le processus de normalisation nord-américain en comptabilité et en vérification. Ils

confrontent ces faits avec la recherche empirique portant sur le lien négatif entre la qualité du bénéfice comptable, mesuré par la gestion de résultat, et la renommée du vérificateur. Ainsi, ils notent une contradiction entre les faits et les résultats de la recherche. Le fait que les grands cabinets (Andersen, KPMG,) aient été blâmés lors des scandales financiers ne concorde pas avec les résultats des études qui montrent que les grands cabinets d'audit sont plus susceptibles de produire des états financiers moins frauduleux.

Les recherches qui s'intéressent au rôle joué par la qualité d'audit dans l'amélioration de la pertinence des bénéfices comptables sont généralement indirectes et visent seulement des cas extrêmes de fraude et de gestion de résultats. Ainsi, très peu d'études se sont intéressées à explorer la relation entre l'audit externe et la qualité du résultat comptable communiquée par les entreprises (Defond et Subramanyam, 1998; Francis Hall et Wang, 2006; Jenkins, Kane et Velury, 2006; Hamilton, Ruddock, Stokes et Taylor, 2005; Mayangsari, 2007). La plupart de ces études utilisent les accruals discrétionnaires comme une mesure de la qualité du résultat comptable, argumentant du fait que c'est une mesure directe de la gestion de résultat (Becker et al, 1998), qui est un facteur déterminant de la qualité du résultat (Frankel, Johnson et Nelson, 2002). D'autres utilisent le ratio de la pertinence du résultat comptable (Earnings Response Coefficients) et la capacité des revenus de prévoir les Cash-flows futurs (Gramling et Stone, 2001).

À la lumière de ce qui précède, il faut répondre à la problématique suivante : «Est-ce que la qualité d'audit externe permet d'améliorer la pertinence des bénéfices comptables divulgués? ».

L'objectif de cette recherche vise à examiner la relation entre, d'une part, plusieurs éléments et/ou caractéristiques de la qualité d'audit externe ayant trait à la structure de propriété et au conseil d'administration et, d'autre part, la fiabilité des états financiers, et plus particulièrement la qualité des bénéfices comptables telle que mesurée par sa pertinence.

La suite de notre article se divise comme suit la première section présente de la documentation portant sur la pertinence des bénéfices et la qualité d'audit et on y expose les hypothèses de notre recherche. Dans la prochaine section, nous formulons nos modèles à estimer. Ensuite, nous présentons les résultats empiriques. Enfin, la section finale conclut cette recherche.

2- Revue de la documentation et hypothèses établies

2- 1- Revue de la documentation

2- 1-1-la pertinence des bénéfices comptables

Les bénéfices comptables occupent une position centrale parmi toutes les informations publiées par l'entreprise. En effet, les bénéfices sont utilisés comme mesure récapitulative du rendement d'une grande variété d'utilisateurs (Dechow, 1994). En plus, Schipper et Vincent (2003) précisent que la qualité des bénéfices est intéressante pour les investisseurs actuels et futurs. Cependant, Hermanns (2005, p. 4) affirme que la qualité des bénéfices en soi n'a aucune signification et elle est assortie de différentes interprétations; il invoque que « la qualité des bénéfices est un concept plutôt nébuleux ».

D'ailleurs, la documentation comptable propose plusieurs définitions sur la qualité des bénéfices. La multitude des définitions de la qualité des bénéfices se traduit par une gamme de mesures employées dans la documentation. Nous retiendrons, dans notre étude la pertinence des bénéfices comptables.

Depuis les travaux de Ball (1972), une vaste documentation a été établie examinant la relation entre les résultats comptables et le prix des actions. Selon l'idée du dernier auteur étudié, le meilleur moyen permettant d'analyser la pertinence des chiffres comptables est l'examen de leurs capacités de prédire le comportement du marché. Dans ce contexte, l'utilité d'une donnée comptable, en matière d'évaluation, peut s'apprécier eu égard à sa capacité de refléter la valeur boursière.

Barth, Beaver et Landsman (2001) considèrent qu'une donnée comptable est pertinente si elle a une association avec la valeur marchande de la société qui l'a publiée. Dans cette optique, les

recherches antérieures ont établi la pertinence du rapport entre les bénéfices comptables et les rendements boursiers. Le coefficient de réponse du bénéfice dégagé de cette régression constitue la mesure de la pertinence des bénéfices. Scott (1995) estime que le comportement des investisseurs éclairés permet au prix du marché de refléter convenablement l'information disponible. Ces derniers veillent à obtenir et à traiter l'information en vue de prendre de bonnes décisions.

Lev (1989) élabore, en s'inspirant de l'étude de Ball (1972) et Brown (1968), une définition de la qualité du résultat. Cet auteur suppose que si les résultats permettent de fournir des renseignements aux investisseurs en matière de rendement et de flux de trésorerie des actions pour l'avenir, la qualité des résultats peut donc être déterminée par la mesure avec laquelle les résultats contribuent aux rendements ou aux prix prédits par les investisseurs. Dans cette optique, Lev (1989) conclut qu'une faible corrélation entre les résultats et le rendement ou le prix des actions est fortement liée à une faible qualité du résultat déclaré.

La qualité des bénéfices comptables peut être déterminée par le degré avec lequel les résultats contribuent aux rendements ou aux prix prédits par les investisseurs. Donc, une large valeur de la variable pertinence indique une bonne pertinence des bénéfices, ce qui se traduit par des bénéfices de qualité.

2- 1-2-Qualité d'audit : cadre conceptuel

Lors de l'étude de la qualité de l'audit Jeong et Rho (2004), Francis et Wang (2004) et Chen et al (2007) précisent qu'il faut prendre en considération les spécificités du contexte en question. Nous présentons ainsi les principales caractéristiques de la réglementation tunisienne de l'audit externe. Ensuite, nous présenterons le cadre théorique et les recherches antérieures.

2- 1-2-1-La réglementation de l'audit en Tunisie

La profession comptable a été pour la première fois réglementée en Tunisie, par la loi n°59-129 du 05 Octobre 1959 portant promulgation du code de commerce. Depuis, plusieurs événements ont marqué la

profession dont on cite la loi n°82-62 du 30 Juin 1982 qui a établi une incompatibilité entre la profession d'expert-comptable et celle du commissaire aux comptes, la loi n°2000-93 du 03 Novembre 2000 ayant introduit plusieurs nouveautés donnant lieu à de profonds changements au niveau des aspects régissant le statut du commissaire aux comptes, l'étendue de sa mission, les règles d'indépendance, etc., et la loi n° 2005-96 du 18/10/2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières. Globalement, toute société commerciale est tenue de désigner un commissaire aux comptes. Est un commissaire aux comptes « celui qui en sa propre responsabilité atteste la sincérité et la régularité des comptes des sociétés en vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur »¹. Le commissaire aux comptes (CAC) qui peut être une personne physique ou une personne morale, est alors un professionnel investi d'une mission légale de certification des comptes. On pourrait distinguer, sur le marché d'audit tunisien, la présence des commissaires aux comptes membres de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie (OECT) dont les représentants des plus grands cabinets internationaux d'audit et des commissaires aux comptes techniciens de comptabilité inscrits au tableau de la Compagnie des Comptables de Tunisie (CCT). Une obligation de désignation d'un ou plusieurs commissaires aux comptes membres de l'OECT incombe à certaines entreprises tunisiennes d'une certaine envergure et à secteur d'activité particulier. La désignation se fait généralement par l'assemblée générale des actionnaires pour une période de trois ans renouvelables indéfiniment². Toutefois, le législateur ne distingue pas entre le champ d'intervention des commissaires aux comptes membres de l'ordre et représentant les plus grands cabinets internationaux d'audit et celui

¹ La loi 82-62 du 30 Juin 1982 modifié plus tard par la loi 88-108 du 18/08/1988.

²La loi 2005-96 relative à la sécurité des relations financières a prévu un nombre maximal de mandats successifs, compte tenu du renouvellement, pour les sociétés commerciales soumises à l'obligation de désigner un commissaire aux comptes inscrit au tableau de l'ordre des experts comptables de Tunisie, trois mandats lorsque le commissaire aux comptes personne physique et cinq mandats si le commissaire aux comptes revêt la forme d'une société d'expertise comptable.

des autres commissaires aux comptes. Une liberté de choix est attribuée aux entreprises. Ce champ suscite beaucoup d'intérêt en vue de déterminer quels sont les facteurs qui influencent cette décision, particulièrement dans un cadre contractuel.

2- 1-2-2- Cadre théorique et recherches antérieurs

Dans le cadre de la théorie de l'agence, la relation entre les dirigeants et les actionnaires est une relation conflictuelle. La séparation des fonctions de propriété et de contrôle engendre des conflits d'agence qui se concrétisent, dans un contexte d'asymétrie informationnelle, par un comportement opportuniste de la part des dirigeants. En effet, le besoin des actionnaires de contrôler les dirigeants de la firme est en relation positive avec la complexité de l'organisation. Cette dernière s'explique par un nombre de plus en plus important de niveaux hiérarchiques et des niveaux de responsabilité différents, ce qui constitue une limite pour les actionnaires de contrôler les activités des gestionnaires.

Devant cette complexité de l'organisation et de la diffusion de la fonction de décision, on peut assister à un accroissement des problèmes d'agence et des coûts associés; les propriétaires de la firme se trouvent donc devant la difficulté de contrôler et d'observer les efforts de leurs agents. En profitant de cette asymétrie d'information, les dirigeants peuvent adopter des comportements opportunistes à l'encontre des intérêts des propriétaires tout en cherchant à maximiser leurs propres utilités (Jensen et Meckling, 1992). En tant que mécanisme de gouvernance, La fonction fondamentale de l'audit est de réduire en grande partie l'asymétrie d'information entre les gestionnaires et les actionnaires ou les tiers contractants. En garantissant l'image fidèle des informations financières communiquées, l'audit semble constituer un facteur clé permettant à ces derniers (les contractants) de prendre leurs décisions propres. Etant donné son importance pour la prise de décision, les différents utilisateurs des états financiers ont besoin d'être sécurisés quant à la qualité de cet audit.

L'efficacité de l'audit externe nécessite la réunion de deux attributs fondamentaux qui déterminent la qualité du service : compétence et indépendance de l'auditeur. DeAngelo (1981) définit la qualité par la probabilité jointe, évaluée par le marché, que l'auditeur découvre une anomalie ou irrégularité présente dans les états financiers et la révèle. Cela revient à considérer le produit de deux probabilités: (1) découvrir l'anomalie (la compétence), et (2) révéler l'anomalie sachant qu'elle a été découverte (l'indépendance).

D'une façon générale, l'indépendance et la compétence en tant que composantes constitutives de la qualité de l'audit, ont été contestées par des recherches récentes en démontrant leur vulnérabilité à certains risques courants dans l'entreprise, tels que la sélection adverse et la dépendance envers les dirigeants.

Cependant, la difficulté majeure, pour l'agent extérieur, reste d'évaluer une qualité de l'audit inobservable dans la mesure où les dossiers de travail des vérificateurs sont confidentiels et protégés par le secret professionnel. Il convient alors d'utiliser des substituts et d'évoquer une qualité apparente. Divers indicateurs et attributs ont été utilisés dans la littérature comptable pour apprécier la qualité d'audit, les plus utilisées sont la taille du cabinet corollaire de sa réputation et l'appartenance à un grand réseau international «big four», la spécialisation sectorielle, la rémunération des auditeurs, etc. De nombreuses recherches empiriques ont mis en exergue les attributs multiples liés la qualité de la vérification externe des comptes en particulier au niveau de l'amélioration de la fiabilité de l'information financière publiée.

Wallace(1980) a démontré que les actionnaires demandent l'intervention d'un auditeur pour réduire le bruit et les biais dans le processus de communication financière des entreprises. La conclusion de Wallace (1980) a été confirmée ultérieurement par le travail de Kinney et Martin(1994).

2- 2-Les hypothèses établies

2- 2-1- Propriété managériale et qualité d'audit

La propriété managériale constitue un élément important dans les recherches sur le gouvernement des entreprises. A ce niveau là, plusieurs recherches se sont intéressées à l'examen de la relation entre la propriété managériale et la pertinence des bénéfices comptables.

Jensen et Meckling (1976) avancent que la propriété managériale a un impact positif sur la performance de l'entreprise. La propriété managériale confère aux dirigeants l'intention d'exercer plus de contrôle dans le but de réaliser une meilleure performance. L'idée d'un effet positif de la part détenue par les dirigeants sur la performance de la firme constitue le soubassement du constat de la convergence des intérêts. Ainsi, selon Jensen et Meckling (1976), la propriété managériale est considérée comme un mécanisme de gouvernance qui contribue à réduire les problèmes d'agence. En ce sens, Darkos et Bekiris (2010) soulignent que lorsque la propriété managériale est élevée, les intérêts des dirigeants sont alignés avec ceux des actionnaires. Autrement dit, lorsque le niveau de la propriété est élevé, les coûts d'agence diminuent et le besoin d'un contrôle plus efficace est faible. Gelb (2000) montre que plus la propriété managériale est faible, plus les coûts d'agence sont élevés, traduisant un besoin de contrôle plus élevé de la part des autres parties prenantes. C'est ainsi que la propriété managériale devient un signal qui annonce aux investisseurs que les managers agissent dans l'intérêt général de l'entreprise. Plus les dirigeants détiennent une part importante dans l'actionnariat de leur société, plus les problèmes d'aléa moral et d'opportunisme sont réduits et le besoin de faire contrôler les dirigeants par une autorité de contrôle quelconque se fait moins ressortir.

De même, Koczak.A (2004), étudie la relation entre la propriété managériale et la pertinence du bénéfice comptable et cash flow des opérations dans le marché européen. Il avance que la relation est positive et significative entre la pertinence du bénéfice comptable et une faible part du capital détenu par le dirigeant (c'est-à-dire zéro

pourcent ou moins de 5%). Mais, lorsque ce dernier est supérieur à 5% le bénéfice n'a pas pertinent. Ceci est expliqué par l'existence de l'enracinement des dirigeants et de l'asymétrie d'information.

A partir des recherches théoriques et empiriques déjà présentées, nous pouvons prévoir l'ambiguïté de la relation entre la propriété managériale et la pertinence des bénéfices comptables. Et nous essayons d'examiner une telle relation dans le contexte tunisien.

Nous prévoyons à cet effet l'hypothèse suivante :

***Hypothèse n°1 :** La pertinence des bénéfices comptables est positivement (ou négativement) associée avec la propriété managériale.*

2- 2-2- Propriété institutionnelle

Plusieurs chercheurs examinent l'effet de la propriété institutionnelle sur la performance des entreprises (Burns et Kedia. 2006; Bushee et Noe 2000) ou encore sur la divulgation volontaire des informations dans les rapports annuels (Donnelly et Mulcahy 2008). Toutefois, très peu d'études analysent la relation entre la propriété institutionnelle et la pertinence des bénéfices comptables.

La propriété institutionnelle influence les relations d'agence au sein de la firme dans la mesure où elle joue un rôle de contrôle. Dans ce sens, Shleifer et Vishney (1986) affirment que les investisseurs institutionnels, en vertu de leurs participations importantes, bénéficient potentiellement d'un plus grand pouvoir de contrôle et de vote qui leur permet de prendre des mesures correctrices, si nécessaire. Par conséquent, ces investisseurs deviennent de plus en plus des acteurs à part entière et prédominants au sein des systèmes de gouvernance (Bushee et Noe 2000).

Le rôle actif des investisseurs institutionnels dans le contrôle des dirigeants et dans la réduction de leur comportement discrétionnaire est reconnu dans plusieurs études. Dans ce sens, Agrawal et Mandelker (1992) avancent que les investisseurs institutionnels ou financiers sont supposés jouer un rôle actif dans le gouvernement d'entreprise. Ces actionnaires particuliers représentent en effet des

partenaires influents pour l'entreprise car leurs moyens financiers sont importants et leur permettent de devenir des "investisseurs actifs" dans le contrôle de la gestion de la firme.

Potter (1992) suggère qu'il existe une relation positive entre le pourcentage de propriété institutionnelle et variabilité (volatilité) du prix au moment de l'annonce du bénéfice après le contrôle de l'effet de la taille. Cependant, Utama et Cready (1997) utilisent le volume de transaction au moment de l'annonce du bénéfice comme mesure de la pertinence du bénéfice comptable. Ils suggèrent que ce dernier est inversement relié avec la propriété institutionnelle.

De même, El- Gazzar (1998) trouve que la réponse du marché à l'annonce du bénéfice comptable est faible lorsque la propriété institutionnelle est élevée après le contrôle des effets du membre des analystes financiers qui suivent la firme et la capitalisation boursière. (security capitalisation).

On peut conclure que l'effet des actionnaires institutionnels dans le contrôle et la discipline des dirigeants et leur impact sur la performance et la pertinence du bénéfice comptable ne sont pas neutre. En se basant sur les travaux de Jung et Kwon (2001), on prévoit dans le cadre de cette étude que la propriété institutionnelle affecte positivement la pertinence du bénéfice. En d'autres termes, notre prédiction est basée sur le rôle du contrôle actif des investisseurs institutionnels. Ceci nous permet de formuler l'hypothèse suivante :

Hypothèse n°2 : La pertinence des bénéfices comptables est positivement associée avec la propriété institutionnelle.

2- 2-3- La concentration de propriété

Dans le cadre de notre recherche, l'effet de la concentration de propriété sur la pertinence des bénéfices comptables est empiriquement ambigu. En fait, nombreuses études ont trouvé une relation positive entre la concentration de propriété et la pertinence des bénéfices comptables, alors que d'autres travaux ont conclu une relation négative.

La structure de propriété Coréenne est caractérisée par la dominance d'un seul propriétaire, ainsi, Jung et Kwon (2002), avancent que dans le contexte coréen la part de propriété du premier majoritaire, des institutionnels et des blockholders affectent, dans la majorité des cas, positivement le pouvoir informationnel des bénéfices comptables. Cette relation positive entre est plus claire si ce premier majoritaire (actionnaire dominant) est un individu que s'il est entreprise. Ces résultats sont généralement cohérents avec la convergence d'intérêt.

Cependant, Fan et Wong (2002) leur étude porte sur les firmes asiatiques qui sont caractérisées par la concentration de propriété, un système légal faible et l'inefficacité des mécanismes de contrôle. Ils affirment que le bénéfice présente une capacité informationnelle qui aide à la prise de décision. Mais la forte concentration de propriété affecte négativement la qualité de l'information comptable.

D'une manière similaire, Piot (2001) et Aboub et Ellouze (2001) prévoient que lorsque le capital est concentré, le conflit traditionnel entre les actionnaires et les dirigeants se transforme en un conflit entre les actionnaires minoritaires et les actionnaires majoritaires. Ces derniers qui possèdent des informations privilégiées, cherchent toujours à s'approprier des bénéfices privés au détriment des actionnaires minoritaires en adoptant des comportements de tumelage ou transfert de richesses (Anderson, Kadous, et koone, 2004 ; Krishnan et Ye, 2005 et Ashbaugh et Warfield, 2003).

Globalement, à l'instar de Jung et Kwon (2002) qui montrent que le niveau de propriété de l'actionnaire majoritaire affecte positivement la pertinence des bénéfices comptables.

D'où, nous suggérons l'hypothèse suivante :

Hypothèse n°3 : La pertinence des bénéfices comptables est positivement associée avec la concentration de propriété.

2- 2-4- Cumul des fonctions de directeur général et de président du conseil d'administration

Le concept de la dualité, selon Thaddée et Ndonzau (2000) prend naissance quand une même personne occupe les deux postes du

président du conseil d'administration et du directeur général. Le cumul de ces deux fonctions engendre plusieurs effets sur le conseil d'administration et de ce fait les points de vue des chercheurs sur la dualité sont divergents : certains soutiennent le cumul et d'autres le dénoncent.

Jensen (1993) stipule aussi que la séparation entre le directeur général et la position du président du conseil d'administration renforce la gouvernance d'entreprise. Il faut noter que les points de vue concernant cette question divergent. D'ailleurs, Goyal et al (2002) ont montré que la sensibilité de la rotation des directeurs généraux à la performance d'entreprise est faible lorsque la position du directeur général et de présidence du conseil est assurée par une même personne. Par contre, Baliga et al (1996) avancent que la séparation des deux fonctions dilue la notion de leadership et augmente la possibilité de désaccord entre le dirigeant et le conseil ce qui peut être à l'origine d'un potentiel de rivalité entre l'administrateur délégué et le président du conseil. En plus, Lorsch et Maciver (1989) affirme que la séparation de ces deux fonctions peut aider le conseil d'administration à contrôler les problèmes d'agence. En effet, Brickley, Coles et Jarrell (1997) avancent que bien que la séparation entre directeur général et président du conseil présente un bénéfice potentiel, la dualité directeur général/président du conseil présente des coûts potentiels qui peuvent apporter à l'entreprise des revenus efficients.

Dans notre étude, nous allons étudier l'impact de la dualité sur la pertinence des bénéfices comptables, voici l'hypothèse que nous retenons :

<i>Hypothèse n°4 : La pertinence des bénéfices comptables est positivement liée au cumul par la même personne des fonctions de directeur général et de président du conseil d'administration.</i>

2- 2-5- La taille du conseil et pertinence des bénéfices comptables

A côté de l'indépendance des administrateurs externes, la taille du conseil semble aussi à voire un impact significatif sur son fonctionnement et son efficacité.

D'ailleurs la taille du conseil d'administration a également fait l'objet de divers études dont les résultats restent mitigés (Dfeffer, 1972 ; Datton et Kesner, 1987 ; Lipton et Lorsh, 1992 ; Jensen, 1993 ; Yermarck, 1996 ; Eisenberg et al, 1998). Divers questions ont été soulevées. Combien de membres doivent siéger au conseil d'administration ? Faut-il limiter le nombre d'administrateurs ?

Les recherches effectuées en finance et particulièrement dans le domaine du gouvernement d'entreprise, suppose qu'un conseil de petite taille est plus efficace qu'un conseil de grande taille puisqu'il a l'avantage d'avoir des faibles coûts de coordination et par ailleurs un degré plus élevé de coordination et une plus faible incidence des problèmes de « free rider » pour les membres du conseil, mais l'inconvénient d'avoir peu de conseillers et de contrôleurs du management. D'ailleurs, Eisenberg et al (1998) avancent qu'une taille importante peut entraver la coordination et empêcher la synchronisation des efforts fournis dans le cadre de l'exercice de la mission de contrôle.

Jensen (1993) a montré qu'un conseil de petite taille est plus efficace dans sa mission de discipline du management, en plus Yermack (1996) a avancé qu'un conseil de petite taille est mieux évalué par le marché boursier, mieux encore, Eisenberg et al (1998) ont montré qu'il existe une relation inverse entre la taille du conseil et la valeur de la firme.

Les résultats empiriques obtenus par Hossain et al (2005) montrent que la pertinence des bénéfices est corrélée négativement avec la taille du conseil d'administration, par contre la proportion des administrateurs externes n'a pas d'effet significatif sur la pertinence des bénéfices. En effet, un conseil de petite taille est plus efficace

qu'un conseil de grande taille dans sa fonction de contrôle de la qualité des bénéfices.

A partir de ce qui précède, nous nous contentons donc de prévoir l'existence d'une interdépendance entre la taille du conseil d'administration et la pertinence des bénéfices comptables. Nous anticipons à cet effet l'hypothèse suivante :

Hypothèse n°5 : La taille du conseil d'administration a un effet positif sur la pertinence des bénéfices comptables.

2- 2-6- La taille du cabinet d'audit et la pertinence des bénéfices comptables

Dans la relation entre la nature des auditeurs (appartenant aux réseaux internationaux BIG 4 ou non) et la pertinence des bénéfices comptables, l'effet suivant peut être mis en avant. C'est ce que nous qualifierons d'effet « BIG 4 » se base sur la théorie de DeAngelo (1981) disant que les grands cabinets d'audit « BIG 4 » fournissent des services de meilleure qualité car ils disposent de meilleurs infrastructures, d'équipes plus nombreuses et mieux formées, etc. Cet effet « BIG 4 » peut également être analysé comme un effet de réputation et d'image qui incite ces cabinets à fournir des prestations de meilleure qualité pour valoriser leur image et leur marque (Anderson et Zeghal, 1994). Cet effet de réputation incite également les entreprises à choisir des cabinets d'audit « BIG 4 » pour bénéficier des retombées de cette image et donc renforcer la crédibilité des chiffres comptables produits (Piot, 2003; Veronina et al. 2005).

Les auteurs ont trouvé que les grands cabinets d'audit internationaux sont plus conservateurs vis à vis des manipulations comptables. De plus, Teoh et Wong (1993) montrent une association positive entre les «BIG» et la pertinence des bénéfices comptables. Ainsi, ils trouvent un plus haut coefficient de la pertinence des bénéfices comptables pour des clients des auditeurs « BIG 6 » que pour des clients de non « BIG 6 ». Les auteurs soutiennent alors l'hypothèse que l'appartenance

des auditeurs à un réseau international est associée à une plus grande crédibilité des bénéfices comptables.

Francis Hall et Wang (2006) constatent que la qualité des bénéfices comptables est plus élevée pour les entreprises auditées par les « BIG » dans les pays qui donnent une protection plus forte pour les investisseurs.

Hypothèse 6: La pertinence des bénéfices comptables est positivement associée à la taille du cabinet d'audit.

2- 2-7- La spécialisation des auditeurs

Le phénomène de la spécialisation sectorielle des cabinets d'audit trouvera un appui auprès des sociétés qui recherchent une qualité différenciée de l'audit. La connaissance du secteur d'activité de l'entreprise à audité devrait être utile à l'évaluation du risque de mission. En apprenant à connaître les activités commerciales de l'entreprise cliente, ses stratégies, ses motivations et son système d'information comptable et en accédant à la connaissance du type de la fréquence des erreurs potentielles et ainsi de suite, les auditeurs évaluent le risque inhérent. La nature, le calendrier et l'étendu des sondages sont déterminés, en partie, par ces évaluations du risque. Dès lors, les cabinets sont susceptibles, en se spécialisant sur certains segments d'activité, de développer des connaissances sectorielles spécifiques (O'Keefe et al. 1994), et de produire une qualité d'audit différenciée.

Des recherches récentes ont ainsi montré que la capacité d'un auditeur à se montré rigoureux et indépendant est appréciée par sa spécialisation sectorielle (DeFond et al., 2000; Schauer, 2002; Krishnan et Yang, 1999; Craswell et al., 1995; Gramling et al., 1999; Jenkins, Kane et Velury, 2006). Ces recherches soutiennent donc une relation linéaire entre la spécialisation des auditeurs et la qualité de leurs services (qualité d'audit). Cette spécialisation est d'autant plus importante qu'elle est perçue par le marché et contribue à la réputation de l'auditeur (Dunn et al. 2004). Ainsi, les firmes spécialisées réalisent des économies de coûts sur leurs missions

d'audit et offrent une meilleure qualité d'audit (Hogan et Jeter, 1999). Hammersley (2006) prévoit que les cabinets spécialisés dans un secteur d'activité donné bénéficient d'une expérience considérable et d'investissements importants dans la technologie adaptée à ce secteur particulier. Ils sont donc particulièrement compétents dans ce domaine et sont donc susceptibles d'offrir une qualité de service relativement élevée. De même, Dunn et Mayhew (2004) affirment que la spécialisation sectorielle des cabinets d'audit améliore la qualité de la divulgation comptable des entreprises, tel que mesuré par le score de la divulgation comptable.

Gramling et al. (1999) prévoient que le recours au service d'un auditeur spécialisé pouvant fournir une assurance quant à la qualité de l'information volontaire. Les auteurs constatent que les entreprises qui sont auditées par un auditeur spécialisé communiquent des informations prévisionnelles sur les cash flows futurs plus crédibles que celles qui sont auditées par un auditeur non spécialisé.

Gramling et Stone (2001), ayant étudié la relation entre la qualité du résultat comptable et le secteur de la spécialisation des auditeurs, constatent que les bénéfices des clients des auditeurs

spécialisés prévoient des cash-flows futurs plus exactement que ceux des auditeurs non spécialisés. Les auteurs prévoient alors que le secteur de spécialisation améliore la qualité du résultat comptable de leurs audités. En revanche, Lys et Watts (1994) ne trouvent pas de différences significatives entre les spécialistes en industrie et les non spécialistes.

Jenkins, Kane et Velury (2006) étudient l'impact de la spécialisation des auditeurs sur la qualité du résultat comptable pendant la fin des années 1990, période marquée par une activité extraordinaire du marché boursier et de la diminution de la qualité du bénéfice communiquée par les entreprises. Les auteurs vérifient si la spécialisation des auditeurs était efficace en refoulant un tel déclin. Donc les auteurs comparent les accruals discrétionnaires et le coefficient de la pertinence du résultat comptable entre les deux

périodes : 1990-1996 et 1997-1999. Ils suggèrent une diminution globale de qualité du résultat à travers les périodes.

De plus, l'ampleur des accruals discrétionnaires et la diminution du coefficient de la pertinence des bénéfices comptables s'avèrent sensiblement plus petits pour les clients des auditeurs spécialistes.

Hypothèse 7: La pertinence des bénéfices comptables est positivement associée à la spécialisation sectorielle des cabinets d'audit.

3- Analyse empirique de l'impact de l'audit externe sur la pertinence des bénéfices comptables

3- 1- La méthodologie

Pour traiter à bien l'étude empirique des initiations et les données recueillies, nous utilisons la méthode d'analyse logistique tout en mettant en œuvre des régressions linéaires entre la variable à expliquer qui est la pertinence des bénéfices comptables et les différentes variables relatives aux caractéristiques des entreprises tunisiennes cotées à la BVMT. Ces méthodes sont effectuées par les logiciels de traitement de données SPSS18 et STATA 11.

Nous effectuons dans le cadre de cette étude, une modélisation de la pertinence des bénéfices comptables estimée en fonction de certaines variables. La pertinence des bénéfices comptables peut être expliquée en se référant à certaines caractéristiques. Parmi ces caractéristiques on peut citer la structure de propriété, tout en s'intéressant à la présence des actionnaires majoritaires, l'existence des investisseurs institutionnels, le pourcentage des actions détenues par le dirigeant et l'existence d'un comité d'audit. La structure du conseil d'administration est aussi considérée comme étant une variable explicative dans la mesure où le nombre total des administrateurs, la dualité ainsi que la présence des administrateurs externes au sein du conseil peuvent influencer le choix de l'auditeur externe. Parmi les autres facteurs pris en compte, nous avancerons la taille de

l'entreprise. Le niveau d'endettement, est la dernière variable du contrôle de ce modèle.

D'où pour tester nos hypothèses, nous construisons donc un modèle de régression qui se présente comme suit :

$$\text{PERT} = \beta_0 + \beta_1 \text{MANA} + \beta_2 \text{INVINS} + \beta_3 \text{BLC} + \beta_4 \text{CUMUL} + \beta_5 \text{TAILCA} + \beta_6 \text{BIG} + \beta_7 \text{SPEC} + \beta_8 \text{SIZE} + \beta_9 \text{LEV} + \varepsilon_j$$

3- 2- les données et statistiques descriptives.

3- 2-1-les données

3- 2-1-1-collecte des données

La collecte des données d'audit, des données comptables et des données financières des différentes entreprises Tunisiennes cotées à partir des sites web officiels de la bourse des valeurs mobilières de Tunisie (BVMT)³ et du conseil du marché financier (CMF)⁴.

Concernant les données relatives aux auditeurs externes (personnes physiques ou personnes morales), nous avons essayé de collecter les informations nécessaires à travers le site web de l'ordre des experts comptables de Tunisie⁵.

La consultation des états financiers des entreprises cotées arrêtées au 31/12 de chaque année se fait à partir des sites précédemment cités. Toutefois, les informations requises pour notre étude et portant sur la structure de la direction, la nature du contrôle, et la composition de l'administration des entreprises retenues, sont extraites à partir des fiches des sociétés, les bilans et les états de résultats lorsqu'elles sont disponibles.

Pour donner à l'analyse une dimension longitudinale et éviter les limites habituelles d'une simple étude en coupe transversale, nous travaillons sur des données de panel. En termes de fenêtre d'observation, et compte tenu des contraintes de disponibilité des documents de référence et des rapports annuels, nous nous

³ www.bvmt.com

⁴ www.cmf.com

⁵ www.oect.org.tn

concentrons sur la période d'analyse post-promulgation de la loi de sécurité financière 2005.

En outre, le choix de cette période est motivé par au moins deux raisons. Tout d'abord, la faillite de l'affaire « Batam » en 2002, soulevé de nombreuses questions en matière et l'indépendance des commissaires aux comptes et de son effet sur la qualité d'audit. La deuxième raison est qualifiée aussi de post restructuration du marché financier Tunisien.

La construction de l'échantillon de travail est composée de 105 firmes- année. Il correspond globalement aux entreprises qui sont cotées à la BVMT sur la période 2006-2010, et qui n'exercent pas une activité financière ou assimilées⁶. De ce fait lors de collecte des données nous avons exclu les entreprises appartenant au secteur financier car leur intégration dans l'échantillon risque de baisser les résultats empiriques et par la suite leurs interprétations.

De ces entreprises, on a exclu celles qui sont :

- Des entreprises financières, d'assurance, d'investissement ;
- Des entreprises foncières et immobilières.

En effet, à cause de l'indisponibilité de certaines données relatives à un ou plusieurs exercices comptables de la période d'étude retenue, nous étions amenés à réduire l'échantillon final à 21 entreprises Tunisiennes cotées à la BVMT et la période s'étale entre 2006 et 2010.

3- 2-1-1- Les variables de l'étude

*** Mesure de la pertinence des bénéfices comptables**

La pertinence du bénéfice comptable est mesurée par sa capacité à expliquer la variation des rendements ou un fort pouvoir explicatif est démontré comme désirable.

⁶ En Tunisie, les banques et les institutions financières sont régies par des normes comptables sectorielles très spécifiques, en plus les règles de préparation de leurs états financiers, sont assez différentes de celles appliquées dans les autres secteurs

Barth, Beaver et Landsman (2001) considèrent qu'un chiffre comptable est pertinent (value relevant) si il a une association avec la valeur marchande de la société qui l'a publié. Dans ce sens, les recherches antérieures ont approché la pertinence à travers l'association entre les résultats comptables, leurs variations et les rendements boursiers. Ainsi, le coefficient de détermination dégagé de cette régression constitue notre mesure de la pertinence des résultats. Un coefficient faible indique une faible pertinence du bénéfice. Pour estimer la pertinence des bénéfices, Francis et Schipper (1999), Collins, Maydew et Weiss (1997) et Bushman, Chen, Engel et Smith (2003) utilisent le modèle suivant :

$$R_{j,t} = \alpha_{0,j} + \alpha_{1,j} \text{Bénéfices}_{j,t} + \alpha_{2,j} \Delta \text{Bénéfices}_{j,t} + \varepsilon_{j,t}$$

Avec :

Bénéfices j, t : bénéfices de l'année j pour la période fiscale t divisé par la valeur du marché ou le prix de l'action au début de l'année financière t .

Rendement j, t : rendement de l'action de la firme j pour l'année financière t .

*** Mesure de la qualité d'audit externe**

- La propriété managériale : MANA : variable dichotomique qui prend la valeur un s'il existe une propriété managériale dans l'entreprise et zéro si non. Nous attendons à une association positive entre la propriété managériale et la pertinence des bénéfices comptables.
- La propriété institutionnelle : INVINS : variable dichotomique qui prend la valeur un s'il ya un parmi les actionnaires des investisseurs institutionnels et qu'il ya un représentant au niveau du conseil d'administration. Nous attendons à une association positive entre la propriété institutionnelle et la pertinence des bénéfices comptables.

- La concentration de propriété : BLC : Cette variable est mesurée par le pourcentage de capital détenu par le principal actionnaire. Nous attendons à une association positive entre la concentration de propriété et la pertinence des bénéfices comptables (Shabou (2003) et Fernández et Arrondo (2005)).
- La taille du conseil d'administration : TAILCA : la taille du conseil d'administration est mesurée par le nombre d'administrateurs qui y siègent. Nous attendons à une association positive entre la taille du conseil d'administration et la pertinence des bénéfices comptables (Yermack (1996), Chtourou et al. (2001) et Fernández et Arrondo (2005)).
- Cumul des fonctions de directeur général et de président du conseil d'administration : CUMUL : variable dichotomique qui prend la valeur un quand les deux postes sont occupés par une même personne et zéro dans le cas contraire. Nous attendons à une association positive entre le cumul des fonctions et la pertinence des bénéfices comptables (Godard et Schatt (2000) et Chtourou et al. (2001)).
- La réputation du cabinet d'audit : BIG : variable dichotomique qui prend la valeur 1 si l'entreprise est auditée par un « BIG 4 » et 0 sinon. Nous attendons à une association positive entre le choix d'un auditeur « BIG » et la pertinence des bénéfices comptables (Francis Hall et Wang, 2006; Taylor, 2003)
- Spécialisation des auditeurs : SPEC : Aux vue des travaux antérieurs, nous retenons la notion de PDM pour définir la variable de spécialisation sectorielle. C'est une variable dichotomique codée 1 si l'auditeur détient une PDM d'au moins 10 pour cent des sociétés du secteur sur le quel est positionnée la firme étudiée, et 0 sinon (Jenkins, Kane et Velury, 2006; Mayangsari, 2007). Nous attendons à une association positive entre la spécialisation sectorielle de l'auditeur et la pertinence des bénéfices comptables.

- Taille de l'entreprise : SIZE : La taille de la firme est mesurée par le logarithme népérien du total des actifs de la firme (Mayangsari, 2007).
- L'endettement : LEVR : est mesuré par le ratio des dettes financières par rapport aux actifs totaux. Le levier est une mesure du risque de la firme (Balsam, Krishnan et Yang, 2003).

3- 2-2- statistiques descriptives

Le tableau 1 résume les statistiques descriptives des différentes variables explicatives.

Un premier regard sur les valeurs des variables retenues, indique que ; 85% des entreprises sont auditées par des cabinets appartenant à un réseau international « Big ». En outre, 23 % des entreprises de l'échantillon sont auditées par des cabinets spécialisés, aussi la présence des investisseurs institutionnels qui détient des titres dans le capital des entreprises est de 95% ce qui indique une forte présence de la propriété institutionnelle dans le capital des entreprises de notre échantillon.

Concernant l'existence d'actionnaire majoritaire, qui détient plus que 5% de capital de l'entreprise, est vérifiée pour 95% des observations, ce qui signifie que la dispersion de propriété de capital des entreprises de l'échantillon est assez faible et une grande concentration des titres dans les mains d'un nombre limité des actionnaires.

Aussi, La présence de la propriété managériale est élevée, 89% des observations sont caractérisées par l'existence des dirigeants participants au capital de la firme. Concernant, le la variable cumul entre les fonctions de directeur général et du président du conseil, 56% des entreprises caractérisées par une dualité de deux fonctions.

Une moyenne de taille de conseil d'administration de 9.29, avec un maximum de 12, indique que le nombre d'administrateurs est assez élevé dans les entreprises de notre échantillon. Concernant les variables du contrôle intégrées dans notre modèle, le ratio

d'endettement est en moyenne atteint un seuil de 42.1%, et la moyenne de la taille de l'entreprise est égale à 7.568.

3- 3-Analyse et discussion

Nous commençons, tout d'abord, par présenter les tests univariés relatifs aux variables explicatives étudiées. Les résultats de ce tableau montrent que les variables BIG, SPEC et influencent significativement et positivement la variable pertinence des bénéfices comptables. Tandis que, les variables MANA, BLC, CUMUL et END influencent significativement et négativement la pertinence des bénéfices comptables. Concernant les variables INVINS et TAILL ont un effet non significatif.

Le pouvoir explicatif du modèle est significatif dans sa globalité, car le fait d'avoir un $R^2 = 0.515640$ permet de dire que 51,5640% de la variation de la variable à expliquer (la pertinence des bénéfices comptables des entreprises de notre échantillon) est expliquée par les variables explicatives intégrées dans notre modèle. Nous pouvons donc affirmer que les variables indépendantes utilisées dans ce modèle réussissent bien à expliquer le phénomène étudié, à savoir la pertinence des bénéfices comptables et que notre modèle est globalement significatif.

Les données en panel possèdent deux dimensions : une pour les individus (dans notre modèle les entreprises) et une pour le temps. Elles sont généralement indiquées par l'indice i et t respectivement. Il est souvent intéressant d'identifier l'effet associé à chaque individu, un effet qui ne varie pas dans le temps, mais qui varie d'un individu à l'autre. Cet effet peut être fixe ou aléatoire. En plus de la question des effets individuels, la question de la corrélation et de l'hétéroscédasticité dans le cadre des données de panels est adressée.

**** Test de présence d'effet individuel**

Ce test consiste à vérifier la présence d'effets individuels dans nos données. Notre analyse se concentrera sur la modélisation des effets

individuels u_i pour des données en panel de la forme suivante :

$$Y_{it} = Y + X_{it}\beta + u_i + e_{it}$$

En effet, on recherche donc à tester l'hypothèse nulle $H_0 : u_i = 0$ d'absence d'effets individuels dans la régression précédente.

Les résultats de ce test dans notre échantillon des entreprises non financières permettent de rejeter H_0 dont l'absence des effets

individuels. En effet, nous pouvons avancer la présence d'effets individuels en se basant sur la statistique de Wald Chi deux de valeur de 113.0067 et un niveau de signification très élevé (0.0016).

Ces résultats de ce test permettent de rejeter H_0 et d'accepter donc

l'hypothèse alternative c'est-à-dire l'hypothèse de présence d'effets individuels. Dans se qui suit on passer par le test de spécification d'Hausman pour vérifier si ces effets sont aléatoires ou fixes.

**** Test d'Hausman**

Le test d'Hausman est un test de spécification qui permet de déterminer si les coefficients des deux estimations (fixes et aléatoires) sont statistiquement différents. L'idée de ce test est que, sous l'hypothèse nulle d'indépendance entre les erreurs et les variables explicatives, les deux estimateurs sont non biaisés, donc les coefficients estimés devraient peu différer. Le test d'Hausman compare la matrice variance-covariance des deux estimateurs.

$$W = (\hat{a} - \hat{a}_0)' \text{var}(\hat{a} - \hat{a}_0)^{-1} (\hat{a} - \hat{a}_0)$$

L'hypothèse nulle de ce test (H_0) se rapporte à l'effet aléatoire, si p-value est supérieur à 10%, on utilise les effets aléatoires qui sont plus efficace.

****Test de corrélation entre les variables explicatives**

Le dernier test à vérifier dans le cadre des données de panel est celui de l'absence d'un problème de multi-colinéarité entre les variables introduites dans notre modèle. Nous examinons la matrice des

corrélations de Pearson des variables indépendantes y compris les variables de contrôle.

Le dernier test à vérifier dans le cadre des données de panel est celui de problème de multi colinéarité entre les variables interdépendantes introduites dans notre modèle. Nous examinons la matrice des corrélations de Pearson des variables indépendantes y compris les variables de contrôle.

En effet, selon Kevin (1992), pour se prononcer sur un problème sérieux de colinéarité entre les variables indépendantes incluses dans un modèle de régression, il faut que $r \geq 0,7$. Nous appliquons donc les régressions multi-variées sur notre modèle sans craindre l'existence d'un problème sérieux de multi-colinéarité entre les variables exogènes incluses, car les valeurs des coefficients de corrélation de Pearson tels que nous montre le tableau 6 sont tous inférieurs de 0,7.

****Analyse multi variée**

Les principaux résultats qui peuvent être dégagés concernant les hypothèses de notre recherche :

L'existence d'une relation négative et statistiquement significative entre pertinence des bénéfices comptables et la concentration d'actionnariat. Cette relation peut être expliquée par la théorie de l'agence qui prévoit des conflits d'intérêts résident principalement entre les actionnaires et les dirigeants dans les entreprises à capital dispersé.

A l'instar des résultats de recherches antérieures de Yeo et al., (2002) sur un échantillon d'entreprises au Singapour et ceux de recherches de Gramlich et Plenborg (2002) sur un échantillon d'entreprises danoises et qui ont aboutit au fait qu'il n'existe pas de relation toujours positive entre la propriété des dirigeants et le pouvoir informationnel des bénéfices, les résultats liés à la variable propriété managériale montrent un effet significatif et négatif ($T = -3,456609$ et $P = 0.0471$)

confirme notre hypothèse préalablement énoncée. (**Hypothèse 1 confirmée**)

Le résultat obtenu liée à la propriété institutionnelle et effet positif non significatif sur la pertinence des bénéfices comptables ($T= 1.191038$ et $P=0.8542$) ce qui ne confirme pas les résultats des études antérieures tels que celle de Bushee et Noe (2000) et Donnelly et Mulcahy (2008) qui ont trouvé que la participation des investisseurs institutionnels dans le capital de la firme a un effet positif et significatif sur la pertinence des bénéfices comptables. (**Hypothèse 2 non confirmée**)

A l'instar des résultats de recherches effectuées par Shleifer et Vishny (1986), Denis et Serrano (1996), Bryan et al. (2004) et de Chtourou (2000) dans son étude faite sur un échantillon de 300 entreprises américaines, il existe une relation significativement négative entre la gestion des résultats et le pourcentage cumulé de blocs d'actions détenus par les investisseurs détenant plus de 5%, c'est-à-dire que la présence des actionnaires majoritaires représente un motif pour l'amélioration de la pertinence des bénéfices comptables. ($T=5.535383$ et $P=0.0057$) la variable concentration de propriété présente un signe positif et statistiquement significatif. (**Hypothèse 3 confirmée**)

Concernant la variable cumul des fonctions de directeur général et de président du conseil d'administration, le résultat obtenu est contraire à celui prévu, et aussi contradictoire avec les énoncés théoriques, car Krishnan et Ye (2005) et Marisetty et Chalmers (2005) ont montré que la pertinence des bénéfices comptables est positivement associée avec la concentration de propriété ($T= -0,169948$ et $P=0.3075$). (**Hypothèse 4 non confirmée**)

Concernant la variable taille du conseil d'administration, il apparaît que les résultats obtenus dans notre étude sont conformes aux études antérieures et corroborent l'hypothèse préalablement émise, cette variable a un effet significativement négatif sur la variable dépendante de notre modèle d'étude ($T=-4,025325$ et $P=0.0251$). À l'instar des résultats faites par Agrawal et Knoeber (1999), Lin et al (2003) et

Hossain et al (2005) dans différents contextes et qui ont montré une relation significativement négative de la variable taille du conseil d'administration sur la pertinence des bénéfices comptables. **(Hypothèse 5 confirmée)**

Le résultat obtenu lié à la taille du cabinet d'audit confirme l'hypothèse préalablement émise et confirme aussi les résultats des études antérieures tels que celle de Piot (2003) Pittman et Fortin (2004) Francis Hall et Wang (2006). En effet, l'appartenance des auditeurs à un réseau international (BIG4) a un impact significativement positif sur la pertinence des bénéfices comptables ($T=1,332244$ et $P=0.0634$). **(Hypothèse 6 confirmée)**

A l'instar des résultats de recherches effectuées par, Balsam et al. (2003) Carcello et Nagy (2004) Jenkins, Kane et Velury (2006) et qui ont dégagé un effet positif de la variable spécialisation sectorielle des cabinets d'audit les coefficients de cette variable sont ($T=7,137828$ et $P=0.0960$), donc l'hypothèse préalablement émise est confirmée. **(Hypothèse 7 confirmée)**

Concernant les variables de contrôle, les résultats dégagés avancent une relation positive entre la pertinence des bénéfices comptables et la taille de la firme ($T= 3,831207$ et $P= 0.4912$). Ces résultats impliquent que cet élément est un motif qui contribue à la pertinence des bénéfices comptables.

Un signe conforme aux résultats prévus pour l'endettement ($T= -0,790206$ et $P= 0.0629$) c'est-à-dire que la variable endettement a un effet négatif sur la pertinence des bénéfices comptables.

Le tableau ci-dessous synthétise les résultats de l'étude de l'impact de la qualité de l'audit externe sur la pertinence des bénéfices comptables.

4- Synthèse et conclusion

Notre recherche a contribué à l'identification de la relation entre la qualité de l'audit externe, en tant que mécanisme de gouvernement, et la pertinence des bénéfices comptables sur un échantillon de 21

entreprises tunisiennes non financières cotées à la BVMT durant une période allant de 2006 à 2010.

Notre étude nous a amenée à conclure les résultats suivants :

Une meilleure qualité d'audit externe améliore la qualité des bénéfices comptables. Plus précisément, l'étude empirique montre que l'appartenance des auditeurs à un réseau international (Big) et la spécialisation des auditeurs participent à l'amélioration de la pertinence des bénéfices comptables.

Les résultats obtenus montrent que d'autres variables de l'audit externe améliorent la qualité des bénéfices comptables sont notamment l'existence des actionnaires majoritaires détenant plus que 5% du capital.

Les résultats empiriques montrent que parmi les caractéristiques des organes de direction, seule l'hypothèse liée à la taille du conseil d'administration est confirmée, alors que la variable cumul des fonctions admet un signe contraire à celui attendu.

Les résultats de l'étude empirique montrent aussi que la propriété managériale varie inversement et significativement avec la pertinence des bénéfices comptables.

Par ailleurs, nos résultats révèlent l'existence d'autres facteurs pouvant également affecter la pertinence des bénéfices comptables comme la taille de l'entreprise et son niveau d'endettement.

En conclusion, les résultats obtenus corroborent cinq de nos hypothèses de départ. Les résultats de cette étude contribuent au champ de recherche empirique sur les mécanismes de gouvernement d'entreprise des firmes tunisiennes. Il permet, en effet, de mettre en évidence des relations entre les mécanismes de direction et de contrôle et la pertinence des bénéfices comptables.

Tableau 1- statistiques descriptives des variables qualitatives

	Modalité 1		Modalité 2	
	Fréquence	%	Fréquence	%
MANA	93	89%	12	11%
INVINS	58	95%	47	5%
BLC	100	95%	5	5%
CUMUL	59	56%	46	44%
BIG	89	85%	16	15%
SPEC	24	23%	81	77%

Tableau 2-statistiques descriptives des variables quantitatives

	TAILCA	TAILL	END
Moyenne	9.295238	75683.74	4213.962
Médiane	10.00000	77403.00	4392.000
Maximum	12.00000	85075.00	12000.00
Minimum	5.000000	8.000000	144.0000
Ecart-type	2.165835	9084.305	2118.847

Tableau 3- tests univariés

Variable	Std. Error	t-Statistic	Prob.
MANA	0.022542	-20.25572	-3,456609 (0.0471)
INVINS	0.017971	10.63046	1.191038 (0.8542)
BLC	0.039560	13.53349	5.535383 (0.0057)

TAILCA	0.004296	-5.894760	-4,025325 (0.0251)
CUMUL	0.015396	-11.03845	-1,169948 (0.3075)
BIG	0.026140	12.71025	1,332244 (0.0634)
SPEC	0.019962	6.904379	7,137828 (0.0960)
TAILL	0.572207	0.688588	3,831207 (0.4912)
END	0.243306	1.861993	-0,790206 (0.0629)
R ²		0.515640	
R ² ajusté		0.481687	

Tableau 4-test de présence d'effets individuels

	Modèle d'échantillon des entreprises tunisiennes non financières cotées
Test de Chi deux	113.0067 (0.0016)

Tableau 5-test d'Hausman

	Modèle
Test de Chi 2	2.928156 (0.7111)

Tableau 6-synthèse des résultats de l'étude empirique

Variables	Hypothèse	Modèle d'étude			Validation des hypothèses
		Coefficient	Signes anticipés	Sig	
MANA	La pertinence des bénéfices comptables est positivement (ou négativement) associée avec la propriété managériale.	-3.456609	(+/-)	0.0471**	Confirmée
INVINS	La pertinence des bénéfices comptables est	1.191038	+	0.8542	Non

	positivement associée avec la propriété institutionnelle				confirmée
BLC	La pertinence des bénéfices comptables est positivement associée avec la concentration de propriété.	5.535383	+	0.0057*	Confirmée
TAILCA	La taille du conseil d'administration a un effet négatif sur la pertinence des bénéfices comptables.	-4.025325	-	0.0251**	Confirmée
CUMUL	La pertinence des bénéfices comptables est positivement liée au cumul par la même personne des fonctions de directeur général et de président du conseil d'administration.	-1.169948	+	0.3075	Non confirmée
BIG	La pertinence des bénéfices comptables est positivement associée à la taille du cabinet d'audit.	1.332244	+	0.0634***	Confirmée
SPEC	La pertinence des bénéfices comptables est positivement associée à la spécialisation sectorielle des cabinets d'audit	7.137828	+	0.0960***	Confirmée
TAILL		3.831207	+	0.4912	Non confirmée
END		-0.790206	-	0.0629	Non confirmée

*significatif à 1%
significatif à 10%

** significatif à 5%

Bibliographie :

Abbott L.J., Parker S., Peters G.F., Raghunandan K. (2003). "The association between audit committee characteristics and audit fees". Auditing: A Journal of Practice and Theory 22 (2) ; pp.17-32.

Abbott, L.J., Y. Park and S. Parker. (2000). the effects of audit committee activity and independence on corporate fraud. Managerial Finance 26: pp.55-67.

Adams, R., and H. Mehran. 2002. "Board Structure and Banking Firm Performance." Unpublished paper, Federal Reserve Bank of New York.

Agardi D. (2011), "Corporate governance: directors and institutional investors Networks", PhD in Economics, University of Toulouse 1, p.81. Aghion P., Bolton P. (1992), "An Incomplete Contracts Approach to Financial Contracting", *Review of Economic Studies*, n°59, pp. 473-494.

Agrawal A et Knoeber (1999) "Outside directors, Politics and firm Performance" www.ssrn.com.

Agrawal A. et Knoeber C., (1996), « Firm performance and mechanisms to control agency problems between managers and shareholders », *Journal of Financial and Quantitative Analysis*, vol. 31, n° 03, pp. 377-397.

Agrawal A., G. Mandelker (1992), « Shark Repellents and the Role of Institutional Investors in Corporate Governance », *Managerial and decisions economics*, vol. 13, pp. 15-22.

Akerlof G. A. (1970), « The market for lemons: qualitative uncertainty and market mechanism », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 84, pp. 488-500.

Alchian, A. A. et H. Demsetz. 1972. "Production, information costs, and economic organisation", *American Economic Review*, p.62.

Anderson D., Francis J.R., Stokes D.J. (1993), « auditing, directorships and the demand for monitoring », *Journal of Accounting and Public Policy*, vol.12, pp.353-375.

Antle, R. (1982). "The auditor as an economic agent". *Journal of Accounting Research*, 20, 503–527.

Attiya Javid et Shahab-u-Din (2011), « Impact of Managerial Ownership on Financial Policies and the Firm's Performance: Evidence Pakistani Manufacturing Firms », *International Research Journal of Finance and Economics* 81, 1 p.

Ball, R., et Brown, P., (1968), « An empirical evaluation of accounting income numbers », *Journal of Accounting Research*, Autumn, pp 159 – 177.

Balsam, S., J. Krishnan, et Yang. J.S. (2003), « Auditor industry specialization and earnings quality », *Auditing: A Journal of Practice et Theory*, Vol. 22, n° 2, p. 71-97.

- Barkess L., Simnett R. (1994), « The provision of other services by auditors: independence and pricing issues », *Accounting and Business Research*, Vol.24, n° 94, pp. 99-108.
- Barth, M. E., W. H., Beaver, & W.R., Landsman, (2001), "The relevance of the value relevance literature for financial accounting standard setting: Another view." Working paper, Graduate School of Business, Stanford University.
- Beasley M.S., Petroni R. (2001), « Board independence and audit firm type », *A Journal of Practice and Theory*, vol. 20, n° 1, p. 97-114.
- Brickley, J.A., Coles, J.L. et Jarrell, G. (1997), « Leadership Structure: Separating the CEO and Chairman of the Board », *Journal of Corporate Finance*, vol.3, No.3, pp. 189-220.
- Burns, N., Kedia, S., (2006), « The impact of performance based compensation on misreporting », *Journal of Financial Economics* 79, pp.35-67.
- Bushee, B. (2001), « Do institutional investors prefer near-term earnings over long-run value? » *Contemporary Accounting Research* 18:207-46.
- Carcello J.V., Hermanson D.R., Neal T.L., Riley R.A. (2002), « Board characteristics and audit fees », *Contemporary Accounting Research*, vol. 19, n° 3, p. 365-384.
- Carcello, J.V., et T.L. Neal. (2003). « Audit Committee Characteristics and Auditor Dismissals following ». *The Accounting Review* (January), 95-117.
- Carcello, J.V., et A.L. Nagy, (2004), « Audit firm tenure and fraudulent financial reporting », *Auditing: A Journal of Practice and Theory*, vol 23, p. 55-69.
- Charreaux, G. 1997. "Le gouvernement des entreprises " in *Corporate Governance, theories et faits*, Economica edition, pp.421-469.
- Chtourou M S., Bédard J. et Courteau L. (2001), « Corporate governance and earning management », Working paper, Université de Laval, 39 p.

Cohen, J., Krishnamoorthy, G., Wright, A. (2004). The corporate governance mosaic and financial reporting quality. *Journal of Accounting Literature* 23: 87-152.

Collins, D., E. Maydewet I. Weiss. (1997), « Changes in the Value-relevance of Earning and Book Values over the Past Forty Years », *Journal of Accounting and Economics*, vol. 24, pp. 39-67.

Craswell D. (1999), « Does the provision of non-audit services impair auditor independence? », *International Journal of Auditing*, Vol. 3, pp. 29-40.

Dalton T. et Kelley T. (1997), « A comparison of dys functional behaviors by tax accountants and auditors under time budget pressure », *Advances in Accounting*, vol. 15, pp. 193-208.

Darkos, A.A., Bekiris, F.V. (2010). « Corporate performance, managerial ownership and endogeneity: A simultaneous equations analysis for the Athens stock exchange ». *Research in International Business and Finance* 24, pp. 24-38.

David C. H, Knechel W. R. et Norman W. (2006), « Audit Fees: A Meta-analysis of the Effect of Supply and Demand Attributes », *Contemporary Accounting Research*, vol. 23, n°1, pp. 141 – 191

De Angelo, L.E. (1981), « Auditor size and quality », *Journal of Accounting & Economics* vol.3, (Décembre), pp.183-199.

Dechow, P. (1994), « Accounting Earnings and Cash Flows as Measures of Firm Performance: The Role of Accounting Accruals », *Journal of Accounting and Economics*, no. 18, pp. 3-42.

Dunn, K.A., et B.W. Mayhew. (2004), « Audit Firm Industry Specialization and Client Disclosure Quality », *Review of Accounting Studies*, vol 9, n° 1, pp. 35-58.

Eisenberg, T., Sundgren, S., et M. T. Wells. (1998), « Larger board size and decreasing firm value in small firms », *Journal of Financial Economics*, 48, pp. 35-54.

El-Gazzar, S.M, (1998). « Predisclosure information and institutional ownership: A cross examination of market revaluations during earnings announcement period ». *The Accounting Review* 73, pp. 119-129.

- Fama E. et Jensen M. (1983), « Separation of Ownership and control », *Journal of Law and Economics*, vol. 26, pp. 301-325.
- Fama, E., Miller, M. (1972), « The Theory of Finance », Dryden Press, Hinsdale, IL.
- Fan, J.P.H. et T.J. Wong. (2002), « Corporate ownership structure and the informativeness of accounting earnings in East Asia », *Journal of Accounting and Economics* 33, pp 401- 425.
- A. Finet Lajmi and A. (2008). "Audit Quality and Corporate Governance: Analysis test on the Belgian market," Warocupe Research Center, 20 p.
- Goodwin-Stewart J., Kent P. (2006), « Relation between external audit fees, audit committee characteristics and internal audit », *Accounting and Finance*, vol. 46, p. 387-404.
- Gul F.A., Sami H et Zhou H.Y. (2009). « Auditor Disaffiliation Program in China and Auditor Independence », *Journal of Practice et Theory*, 28(1): 29 – 51.
- Hammersley, J.S. (2006), « Pattern identification and industry-specialist auditors », *The Accounting Review*, mars, p. 309-336.
- Klai N. Omri and A. (2008), "Board characteristics and quality of results: the case of Tunisian listed firms," *International Tax Law Management Conference*, Hammamet, Tunisia, 13 p.
- Piot C. (2005) "Quality audit, financial reporting and governance: challenges and contributions" in *Corporate Governance: Issues managerial, financial and accounting*, Editions de Boeck, Brussels, pp. 270, 155-229.
- Saada T. (1998), "Audit committees in France: one year after the Viénot" *Finance Control Stratégie*, Vol, 1, No. 3, p. 159-184.
- Wooten T.C. (2003), « Research about audit quality », *CPA Journal*, vol. 73, n° 1, pp. 48-64.
- Zahid Hussain, Syed Ali Shah and Khalil-Ur-Rehman Wahla. (2012) "Impact of Ownership Structure on Firm Performance Evidence from Non-Financial Companies Listed at Karachi Stock Exchange" *International Research Journal of Finance and Economics* 84.7 p.

Zarai M.A. and Bettabai W. (2007), "Impact of the effectiveness of audit committees on the quality of accounting earnings disclosed" Governance Review, 23 p.

Zehri F. Nemer (2008), "Quality of the external auditor and earnings management: the case of Tunisia," International Tax Law Management Conference, Hammamet, Tunisia, 16 p.

Zhou X. (2001), « Understanding the Determinants of Managerial Ownership and the Link between Ownership and Performance », Journal of Financial Economics, 62, pp. 564.

ANNEXE: Liste des entreprises tunisiennes cotées de l'échantillon

Les entreprises tunisiennes cotées de l'échantillon	AIR LIQUIDE
	ALKIMIA
	ASSAD
	ELECTROSTAR
	GIF
	ICF
	MAGASIN GENERALE
	MONOPRIX
	SFBT
	S.I.A.M.E
	SIMPAR
	SIPHAT
	SOMOCER
	SOTETEL
	SOTRAPIL
	SOTUMAG
	SOTUVER
	STEQ
	S.T.I.P
	TUNISAIR
	TUNISIE LAIT